

CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles

>>> Septembre 2024

POINTS CLÉS

VOLAILLE

- Au cours des 7 premiers mois 2024, les abattages de volailles se sont maintenus en forte croissance (+ 17,1 %) par rapport à 2023 dans un contexte de hausse de la consommation.
- Conjointement à cette hausse des abattages, les exportations ont poursuivi leur croissance. Après une période de relative stabilité, les importations françaises de viandes et préparations de poulet ont marqué une légère hausse (+ 2,6 %).
- La consommation d'œufs à domicile continue d'augmenter avec des prix toujours stables, voire orientés à la baisse. Depuis septembre la cotation TNO calibre M a marqué un retour à la hausse. Les exportations, notamment d'ovoproduits, sont en forte progression, tandis que les importations d'ovoproduits et d'œufs coquilles ont également progressé.

VIANDE PORCINE

- En août 2024, le recul des abattages de porcs tend à se ralentir (- 0,4 % en volume et - 1,3 % en têtes sur douze mois glissants).
- Les cotations françaises, en légère croissance jusqu'à fin juillet, ont ensuite connu un retournement de tendance saisonnière depuis début août pour revenir à fin septembre à environ 2,05 €/kg de carcasse classe S. Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment tendent globalement à décélérer. À ce stade, ces facteurs n'affectent pas la bonne rentabilité des élevages.
- Sur les sept premiers mois 2024, les importations de viande sont en hausse alors que les exportations sont stables.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) connaît une évolution qui, quoique négative, tend à se réduire (en juillet - 1,0 % sur douze mois glissants).

ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en mai 2024 (+ 4,3 % par rapport à mai 2023), avec des évolutions contrastées selon les espèces : bovins (+ 8,8 %), porcins (- 0,8 %), poulet (- 1,7 %), pondeuses (+ 3,0 %).
- En juillet 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés a progressé de 0,5 % par rapport au mois précédent (dont porcins + 0,5 %, volailles + 0,7 %).

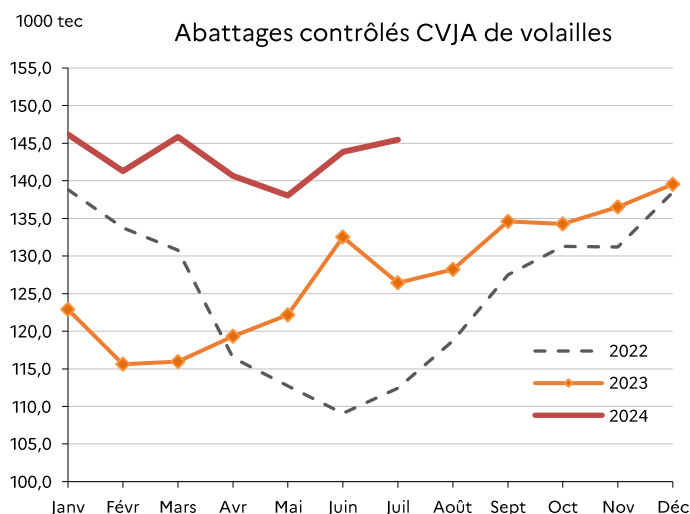
VOLAILLES DE CHAIR

• Après une période de fort dynamisme, en juin 2024, les **mises en place** de volailles de chair sont reparties à la baisse (- 10,6 %) par rapport à juin 2023. Ce repli s'explique par la baisse des mises en place de poulets (- 10,8 %) et de dindes (- 22,2 %) alors que la hausse des mises en place de canards a ralenti (+ 7,1 %).

Au cours des sept premiers mois 2024, les **abattages** de volailles se sont maintenus en forte croissance (+ 17,1 %) par rapport à 2023. La dynamique positive concerne l'ensemble des espèces avec une croissance continue des abattages de poulets (+ 12,1 %) et la reprise des abattages de canard gras (+ 73,1 %) et à rôtir (+ 59,4 %) après avoir atteint des niveaux très faibles l'an dernier à la suite de l'influenza aviaire.

Les abattages de dindes ont aussi augmenté

(+ 16,8 %). Toutefois, si les abattages de poulets sont très supérieurs à la moyenne 2019-2021 (+ 12,7 %), portés par une consommation très dynamique, les abattages de dindes sont eux en fort recul (- 16,9 %). Quant aux abattages de canards gras, ils ont rebondi au-dessus de leur niveau moyen 2019-2021 (+ 8,2 %) mais les abattages de canards à rôtir sont toujours en repli (- 6,9 %).



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

• Suivant la hausse de la production, sur les sept premiers mois de 2024, les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet ont augmenté (+ 15,7 %, soit + 28,1 ktec). Les exportations sont dynamiques vers l'Union européenne (+ 15,7%, soit + 16,4 ktec) avec une hausse toujours marquée vers les Pays-Bas (+ 69,5 %, soit + 13,9 ktec) qui sont en partie le fait de réexpéditions de produits britanniques à faible valeur. Le retour des envois a aussi concerné les pays tiers (+ 15,7 %, soit + 11,7 ktec) notamment à destination de l'Afrique subsaharienne (+ 8,5% soit + 0,8 ktec) et des pays du Proche et Moyen-Orient (+ 8,2 %, soit + 3,5 ktec).

Après une période de relative stabilité, les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet ont marqué un retour à la hausse (+ 2,6 %, soit + 12,0 ktec) portée par un retour des importations sur le mois de juillet (+ 14,9 %). Cette hausse s'explique par une croissance des importations qui est restée continue depuis la Pologne (+ 12,4 %, soit 16,9 ktec) et dans une moindre mesure depuis le Royaume-Uni (+ 29,1 %, soit 5,5 ktec), volumes en partie destinés à être réexportés. Par ailleurs, en valeur, les importations françaises de viandes et préparations de poulet sont restées stables (- 0,5 %). En effet, les prix sont en diminution continue depuis le début de l'année 2024

Au global, sur les sept premiers mois de 2024, le **solde** des échanges français des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 263 ktec et de 748 millions d'euros. Le déficit se réduit légèrement par rapport à 2023, à la fois en volume (27 ktec) et en valeur (105 millions d'euros).

• En cumul sur 8 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats des ménages** de viandes fraîches et élaborés de volailles, ont augmenté (+ 8,0 %) alors que la baisse des prix moyens s'est poursuivie (- 3,0 %). Les achats de viande de poulet ont progressé (+ 5,3 %) avec un segment des découpes particulièrement dynamique (+ 6,5 %), tandis que les achats de poulet entier PAC se sont repliés (- 1,7 %). Les achats de dinde ont aussi augmenté (+ 8,8 %). Quant au retour des achats de canard (+ 79,7 %), il fait suite à des niveaux très bas l'an dernier consécutif à l'influenza aviaire. Par ailleurs, les achats d'élaborés (hors charcuterie) ont maintenu une forte croissance (+ 9,5 %) et les achats de charcuterie de volailles ont progressé (+ 3,7 %).

LAPINS

En cumul sur 7 mois 2024, les **abattages** de lapins ont maintenu leur tendance baissière (- 7,1 %). La **cotation nationale** du lapin vif s'est établie à 2,49 €/kg en semaine 37. Si elle est en recul par rapport à l'année précédente (- 8 centimes/s.37 2023), son niveau reste toutefois élevé.

Sur les sept premiers mois de 2024, les **exportations** ont progressé (+ 16,2 %, soit + 314 tec) tirées à la hausse par les envois vers l'Union européenne (+ 20,2 % soit + 306 tec) notamment vers l'Italie, la Belgique et le Portugal, tandis que les envois vers les pays tiers se sont stabilisés (+ 1,9 %, soit + 8,0 tec) principalement affectés par un marché en berne vers les États-Unis et Hong-Kong. Les **importations** françaises de viande de lapin ont continué de diminuer (- 33,0 %, soit - 166 tec) sous l'effet d'un repli des volumes depuis les principaux fournisseurs européens (Belgique et Espagne) et de la Chine. Au global, le **solde** des échanges français de viande de lapin est positif avec un excédent de 1 915 tec et de 8,9 millions d'euros. Par rapport à 2023, l'excédent s'améliore de 479 tec et de 2,6 millions d'euros.

POULES PONDEUSES ET ŒUFS

En cumul sur 6 mois, les **mises en place** de poulettes de ponte se sont stabilisées (- 0,2 %) mais ont connu deux fortes baisses consécutives sur les mois de mai et juin, respectivement - 11,6 % et - 21,8 %.

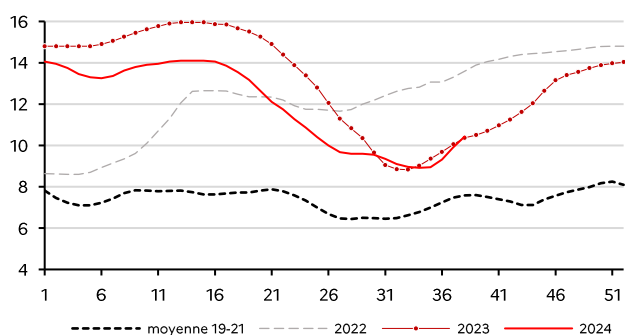
Sur les sept premiers mois de 2024, dans un contexte de reprise de la production d'œufs, les **exportations** d'ovoproduits alimentaires et d'œufs coquilles ont augmenté (+ 24,7 %, soit + 13,1 ktéoc) en lien avec le fort dynamisme des exportations d'ovoproduits alimentaires (+ 29,1 %, soit + 12,8 ktéoc), qui ont atteint des niveaux records par rapport à la période 2019-2022. Les exportations d'œufs coquilles ont connu une hausse plus mesurée (+ 3,7 %, soit + 0,3 ktéoc) dans un contexte de consommation intérieure soutenue. Les exportations d'œufs coquilles ont été notamment tirée à la baisse vers l'Allemagne. Le retour de la hausse des **importations** d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires s'est confirmé (respectivement + 18,3 %, soit + 6,6 ktéoc et + 5,5 %, soit + 2,3 ktéoc) avec pour ces deux produits des importations en hausse depuis l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique.

Au global, sur les sept premiers mois de 2024, le **solde global** des échanges français d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires reste déficitaire, conséquence du retour des importations. En cumul sur les 7 premiers mois, le solde atteint - 10,0 ktéoc en volume et - 26,5 millions d'euros. Il s'améliore ainsi de 8,4 ktéoc et de 26,8 millions d'euros au regard de 2023.

Depuis septembre, la **cotation TNO** calibre M a marqué un retour à la hausse et suit ainsi la tendance de 2023. En semaine 38, elle a atteint 10,43 € / 100 œufs (+ 0,07 € / s.38 2023).

En cumul sur 8 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats d'œufs des ménages** sont restés dynamiques (+ 4,4 %) alors que les prix moyens ont peu évolué (- 0,8 %). La croissance est portée par les achats d'œufs plein air hors label rouge et au sol (respectivement + 8,9 % et + 9,3 %). Toutefois, la baisse des achats d'œufs biologique et label rouge a fortement ralenti (respectivement - 0,3 %, et - 1,1 %).

€/ 100 œufs Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

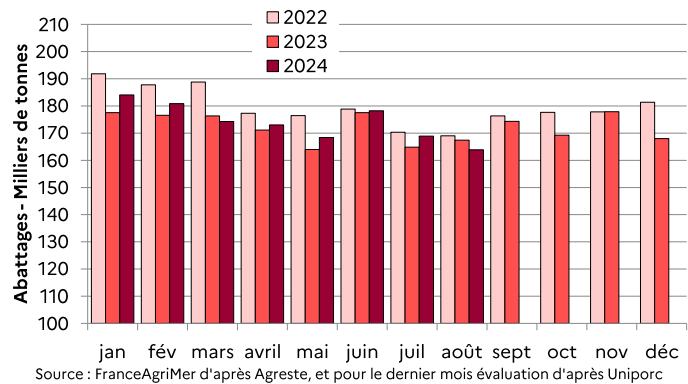
FILIÈRE PORCINE

Abattages

En volume, les abattages français des 8 premiers mois de 2024 apparaissent en légère progression par rapport à ceux de 2023 (+1,2%). Même sur 12 mois glissants, les volumes sont quasi-stables (-0,4% par rapport aux 12 mois antérieurs, alors qu'en avril 2024, sur 12 mois glissants, la baisse était de 1,8%). En têtes cependant, les abattages sont en recul de 1,3%.

Ces chiffres témoignent d'une situation moins défavorable, alors que depuis plus de deux ans les volumes abattus n'ont cessé de s'effriter, suivant en cela la baisse du cheptel.

Les chiffres de l'enquête cheptel France SSP de mai 2024 indiquent à cet égard que le recul se poursuit : -2,8% pour les truies par rapport à 2023 et -3,5% pour l'ensemble des porcins. Le ralentissement de la baisse des volumes abattus constaté en France doit donc, pour l'essentiel, être dû à des gains de productivité réalisés dans les élevages.



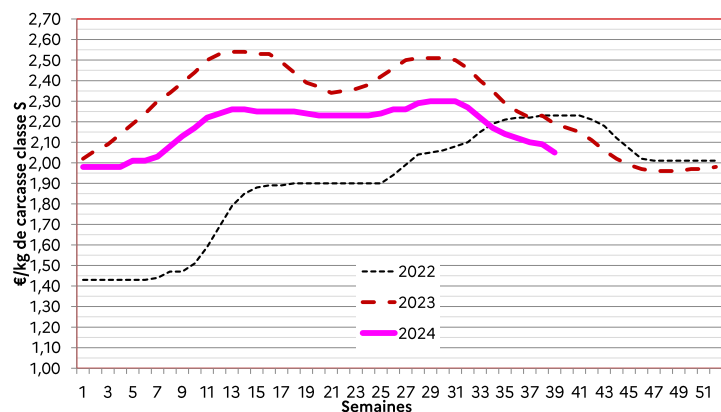
Cotations carcasse classe S

Les cotations françaises, stables en mai, puis en légère croissance jusqu'à fin juillet, ont ensuite connu un retournement de tendance depuis août (de l'ordre de 2,05 €/kg de carcasse classe S au 23 septembre).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, en retrait néanmoins sur les niveaux records observés en 2023. Sur le marché, l'offre et la demande, très calmes, tendent à s'équilibrer.

La demande intérieure française apparaît en effet toujours peu dynamique. Les espoirs de reprise sous l'effet du ralentissement de l'inflation, ainsi que d'une météo plus favorable aux grillades, ne se sont pas concrétisés cet été.

Les principaux prix européens sont dans une situation proche de ceux de la France : un recul s'est engagé au mois d'août, l'Europe du



Nord (Allemagne, Danemark) connaissant ensuite une stabilisation en septembre. En Espagne en revanche, la fin des fortes chaleurs, qui a permis une reprise de la croissance des porcs, donc de l'offre, a entraîné un recul des prix. La demande, aussi bien en Europe qu'à l'export reste globalement assez morose.

Échanges

Sur les sept premiers mois de 2024 comparés à ceux de 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les exportations en volume de la France ont été quasi stables (-0,3%, -1 kt). En baisse vers l'UE (-2%, -4 kt), elles ont néanmoins progressé sur l'Italie, principale destination (+6%, +2 kt) et sur l'Allemagne (+9%, +1 kt). Vers les pays tiers, elles progressent (+4%, +3 kt), mais reculent vers la Chine (-20%, -7 kt). En parallèle de l'ouverture d'une procédure anti-dumping sur la viande de porc contre l'Union européenne, les importations chinoises de viande se restreignent toujours plus, ceci malgré une réduction de la production locale et des prix

élevés sur le marché intérieur. La forte concurrence des États-Unis et du Brésil continue par ailleurs toujours à s'exercer sur les marchés des pays tiers, en particulier en Asie.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les importations de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 7 %, + 11 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 20 %, + 3 kt).

Au total, le solde est positif en volume (+ 78 Kt), mais en recul par rapport à 2023 (- 13 %).

Consommation

La consommation totale de porc en volume (calculée par bilan), en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022) connaît une situation un peu moins dégradée en 2024 (- 1 % en juillet sur douze mois glissants), sans doute en lien avec la décélération des prix au détail.

Les prix au détail fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en août 2024, font apparaître en effet un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 2,2 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier (et + 1,6 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier). Sur la charcuterie les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit + 1,7 % en août contre + 8,9 % en janvier, autres charcuteries + 3,8 % contre + 9,6 %).

Malgré ce recul de l'inflation, les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en août 2024, ne font pas ressortir à ce stade d'effet sur les volumes de produits porcins achetés par les ménages pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 3,5 % pour la viande de porc hors élaborés, - 4,2 % pour les saucisses fraîches, - 1,4 % pour le jambon cuit. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 1,7 %).

ALIMENTATION ANIMALE

En ce qui concerne les FAB, les données de FranceAgriMer font ressortir une progression de la production d'aliments, avec une hausse des incorporations de céréales de 1,3 % entre janvier et juin 2024, principalement due au maïs (+ 25 %) et au sorgho (+ 28 %), malgré le recul du blé (- 7 %) et de l'orge (- 17 %). Les prévisions tablent sur une hausse totale de 1,6 % des incorporations de céréales en 2024 (9,2 Mt), tandis que le SNIA anticipe une production totale d'aliments pour bétail de 19,6 Mt (- 0,7 %).

Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en mai 2024 (+ 4,3 % par rapport à mai 2023), avec des évolutions contrastées selon les espèces : bovins (+ 8,8 %), porcins (- 0,8 %), poulet (- 1,7 %), poudeuses (+ 3,0 %).

En juillet 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés a progressé de 0,5 % par rapport au mois précédent (dont porcins + 0,5 %, volailles + 0,7 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP connaît une reprise en juillet à 321 €/t, niveau qui reste élevé. L'indice coût matières premières Itavi d'août 2024, au regard du mois précédent, a reculé de 2,7 % pour les poules poudeuses et de 1,8 % pour le poulet standard.

Directrice de la publication : Christine Avelin / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 ■ www.franceagrimer.fr

FranceAgriMer
@FranceAgriMerFR